

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

**Siège :  
9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER**

**☎ 05.56.73.29.26**



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 MARS 2021**

**D18032021/045**

**PRESIDENT**

**Xavier PINTAT**

**ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :**

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Stéphane MARGALEF, Karine FORGERON, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN, Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Jean-Yves MAS, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRIL, Marie-Dominique DUBOURG, Tony TRIJOULET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

**ETAIENT REPRESENTES :**

Catherine GIANNORSI (pouvoir à Jean-Marc SIGNORET),  
Adrien DEBEVER (pouvoir à Laurent PEYRONDET),  
Jean-Marie BERTET (pouvoir à Tony TRIJOULET),  
Jacques BIDLUN (pouvoir à Christine GRASS).

**ETAIENT ABSENTS :**

**Thierry DESPREZ**

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

**Bernard VILLENEUVE  
Valérie DA COSTA OLIVERA**

**Membres suppléants remplaçant  
un membre titulaire**

**Membres suppléants**

**Dominique JOANNON**

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

**Liliane DUBOIS**

**Objet : RESSOURCES HUMAINES : PLAN DE FORMATION DES ELUS**

**Rapporteur : Xavier PINTAT, Président**

**Vote : UNANIMITE**

Le Code Général des Collectivités Territoriales, par ses articles L 2123-12 à L 213-16 et L.5214-8, organise le droit à la formation reconnu aux élus.

Lors du renouvellement de l'assemblée, une délibération détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre.

Les membres du Conseil Communautaire ont le droit de suivre des formations pendant l'exercice de leur mandat local. Chaque élu détermine librement le thème, le lieu et le mode de formation, sous réserve d'être agréé par le Ministère de l'Intérieur. Le droit à la formation est limité à 18 jours par élu pendant la durée du mandat.

Envoyé en préfecture le 30/03/2021  
Reçu en préfecture le 30/03/2021  
Affiché le 30/03/2021  
ID : 033-200070720-20210318-D18032021045-DE

Les frais de formation sont une dépense obligatoire de l'EPCI. Le montant prévisionnel ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus. Le montant réel des dépenses ne peut toutefois excéder 20 % des indemnités. Les crédits ouverts non consommés sont reportés sur l'exercice suivant.

Un tableau récapitulant les actions de formations des élus, financées par l'EPCI est annexé au Compte Administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Communautaire.

Ainsi, compte tenu de la complexité de la gestion des politiques locales et à la nécessaire compétence qu'appelle la responsabilité électorale, il est proposé de favoriser les formations suivantes :

- les fondamentaux relatifs à la gestion des politiques locales (les finances publiques, les marchés publics, l'intercommunalité,...),
- la délégation de service public et l'appartenance aux différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits....)

L'EPCI est chargé de mandater l'organisme de formation pour régler les frais d'inscription et d'enseignement. Le remboursement des autres frais s'effectuera sur justificatifs présentés par l' élu.

Les frais donnant lieu à un remboursement par l'EPCI sont :

- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration remboursés en application des dispositions régissant le déplacement des fonctionnaires fixés décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006,
- les frais d'enseignement bénéficiant d'un agrément (article L2123-16 et R2123-12),
- les pertes de revenus justifiées par l' élu, plafonnées à l'équivalent de 18 jours par élu pour la durée du mandat et dans la limite d'une fois et demie la valeur horaire de SMIC par heure. L'indemnité est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à la CSG et CRDS.

En outre, depuis la loi du 31 mars 2015, tous les élus bénéficient du Droit Individuel à la Formation d'une durée de 20 heures par année. Il est financé par une cotisation obligatoire de 1 % sur leurs indemnités de fonction. Ces heures acquises sont mobilisables via la Caisse des Dépôts et Consignations qui en a la gestion administrative, technique et financière.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 4 mars 2021, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,

### DÉCIDE :

- De mettre en œuvre d'un plan de formation des élus communautaires.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 32

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 18 MARS 2021



LE PRÉSIDENT,

Xavier PINTAT

Maire de Soulac-sur-Mer  
Sénateur Honoraire de la Gironde